

Brochure n° 3604

Convention collective nationale

IDCC : 7005. – **CAVES COOPÉRATIVES VINICOLES
ET LEURS UNIONS**

AVENANT N° 63 DU 28 NOVEMBRE 2007

NOR : *AGRS0897048M*

IDCC : 7005

Entre :

La confédération des coopératives vinicoles de France (CCVF),

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA) FO ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération de l'agriculture CFTC-Agri ;

L'union nationale des syndicats autonomes agriculture et agroalimentaire (UNSA2A) ;

Le syndicat national des cadres de coopératives agricoles et SICA (SNCOA) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles de la convention collective et ses annexes figurant ci-dessous sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 14

Au 2, les mots « son coefficient hiérarchique » sont remplacés par « son poste, sa catégorie, son niveau et son échelon ».

Article 15

Au 1 :

- 1^{er} tiret : les mots « les ouvriers spécialisés et les employés de bureau d'exécution » sont remplacés par « les ouvriers et employés » ;

- 2^e tiret : les mots « les ouvriers qualifiés et les employés de bureau qualifiés » sont remplacés par « les ouvriers et employés qualifiés » ;
- 3^e tiret : les mots « les ouvriers hautement qualifiés et les employés hautement qualifiés » sont remplacés par « les ouvriers et employés hautement qualifiés » ;
- 4^e tiret : les mots « pour les agents de maîtrise » sont remplacés par « pour les techniciens et agents de maîtrise ».

Au 3 :

- 1^{er} tiret : les mots « les ouvriers spécialisés et les employés de bureau d'exécution » sont remplacés par « les ouvriers et employés » ;
- 2^e tiret : « les ouvriers qualifiés et les employés de bureau qualifiés, les ouvriers et les employés hautement qualifiés » sont remplacés par « les ouvriers et employés qualifiés et les ouvriers et employés hautement qualifiés » ;
- 3^e tiret : les mots « pour les agents de maîtrise » sont remplacés par « pour les techniciens et agents de maîtrise ».

Article 17

Le titre « Classification hiérarchique » est remplacé par « Classification des emplois ».

A la fin du 2, les mots « et bénéficier au moins du coefficient hiérarchique minimum attribué à l'emploi occupé » sont remplacés par « et bénéficier au moins du salaire minimum garanti correspondant à la catégorie, le niveau et l'échelon dont il relève ».

Le 3 est remplacé par : « Les salariés qui remplissent en permanence des fonctions correspondant à des qualifications et des niveaux différents doivent être classés dans la catégorie et le niveau le plus élevé dans son échelon. »

Le 4 est remplacé par : « Les salariés chargés d'emploi dans plusieurs branches d'activité nécessitant des connaissances techniques distinctes, soit dans une même coopérative polyvalente, soit dans plusieurs coopératives, ont droit, en plus du salaire minimum garanti correspondant à la catégorie, au niveau et à l'échelon dont ils relèvent, à un supplément de 35 € au titre de cette polyvalence de connaissances. Ce montant sera revalorisé par la CPN du même pourcentage que celui appliqué au SMG lors de l'examen des salaires dans le cadre du point 4.1 de l'annexe I de la convention collective. »

Article 19

Au 2 :

- 1^{er} alinéa, les mots « soit 39 heures » sont remplacés par « soit 35 heures » ;
- 2^e alinéa, les mots « sur la base de 169 heures » sont remplacés par « sur la base de 151,67 heures » ;
- 3^e alinéa, les mots « 39 heures » sont remplacés par « 35 heures ».

Au 3, les mots « sont payés au taux horaire de leur coefficient hiérarchique » sont remplacés par « sont payés au taux horaire correspondant au salaire de base pour 151,67 heures ».

Article 23

Le titre « Prime d'ancienneté » est remplacé par « Années de présence dans la branche ».

L'article 23 est remplacé par : « Le nombre d'années de présence acquis au titre d'un contrat de travail à durée indéterminée accompli précédemment dans une autre cave coopérative ou union de caves coopératives est pris en compte au moment de l'embauche pour le positionnement du salarié dans l'échelon quel que soit le poste. »

Article 24

Le dernier alinéa est remplacé par : « Les périodes de suspension du contrat de travail n'entrent pas en compte dans la durée d'ancienneté, exception faite :

- des périodes de maladie professionnelle et d'accident du travail ;
- des périodes de maladie ou d'accident non professionnel dans la limite de 3 mois ;
- des périodes assimilées à un temps de travail effectif par le code du travail. »

L'article est complété par l'alinéa suivant : « Pour prétendre à la prime, le salarié doit justifier au 31 décembre de l'année civile de 12 mois de présence effective et être présent pendant les 12 mois de l'année civile. En cas de départ en cours d'année, le salarié a droit à un prorata égal à 1/12 des rémunérations versées correspondant au temps passé depuis le début de l'année. »

Article 25

Au 1, les 1^{er} et 2^e alinéas sont remplacés par : « Les avantages en nature sont évalués et décomptés selon les forfaits fixés chaque année par arrêté ministériel pour les salariés relevant du régime agricole. Les autres avantages en nature sont évalués selon leur valeur réelle.

Les produits élaborés par la coopérative sont proposés à la vente au personnel selon un tarif préférentiel toutes taxes comprises identique à celui dont bénéficient les associés coopérateurs. »

Au 2, 2^e tiret :

- la dernière phrase du 1^{er} alinéa est remplacée par : « En tout état de cause, la participation de l'employeur correspond à l'allocation forfaitaire pour frais de repas des salariés en déplacement fixée chaque année au titre des remboursements de frais professionnels. Son montant correspond à la limite admise pour bénéficier de l'exonération des cotisations de sécurité sociale. » ;
- le 2^e alinéa est remplacé par : « – indemnités kilométriques : barème général publié chaque année par l'administration fiscale pour l'évaluation kilométrique des frais de voiture et de moto. »

Article 26

Au 1 :

- le c est remplacé par : « Le nom du salarié, la catégorie, le niveau et l'échelon dont il relève ainsi que le poste occupé ; ».

- le 1^{er} alinéa du *h* est remplacé par : « Pour ce qui concerne les cotisations et contributions salariales, la nature et le montant des retenues et ajouts effectués sur la rémunération brute en application des dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles ainsi que les autres retenues et ajouts. Pour ce qui concerne les cotisations et contributions patronales, le bulletin de paie mentionne la nature, le montant et le taux des cotisations et contributions d'origine législative, réglementaire ou conventionnelle assises sur la rémunération brute. » ;
- au 2^e alinéa du *h*, les mots « de l'article 24.1 » sont remplacés par : « de l'article 25.1 ».

Article 34

Au 1^{er} alinéa, les mots « par l'article 993-1 du code rural » sont remplacés par : « par l'article L. 713-9 du code rural ».

Article 40

Au 1 :

- 1^{er} tiret, après les mots « le mariage du salarié », ajouter « ou la signature d'un pacte civil de solidarité » ;
- 6^e tiret : supprimer le tiret.

Article 43

L'article 43 est remplacé par : « Tout salarié ou apprenti âgé de 16 à 25 ans bénéficie, dans le but exclusif de participer à la journée d'appel de préparation à la défense nationale, d'une autorisation d'absence exceptionnelle de 1 jour. Cette absence n'entraîne pas de réduction de la rémunération et est assimilée à une période de travail effectif pour la détermination du congé annuel.

La participation du salarié à des activités militaires dans la réserve s'effectue dans les conditions légales et réglementaires en vigueur (loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense nationale). Le réserviste peut s'absenter de son poste de travail dans la limite de 5 jours ouvrés par année civile, au titre de ses activités militaires, sous réserve de prévenir l'employeur de son absence 1 mois au moins à l'avance. »

Article 45

Au 3 :

- *b)* les mots « un congé de plus de 1 mois » sont remplacés par : « un arrêt de travail de plus de 1 mois » ;
- *c)* 4^e alinéa, les mots entre parenthèses « (salaire de base + ancienneté) » sont remplacés par : « salaire de base ».

Article 50

L'article 50 est abrogé.

Article 51

L'article 51 est abrogé.

Article 56

Le 2^e alinéa est complété par un 3^e tiret :

« – les dispositions de l'accord du 25 mars 2005 sur la formation professionnelle tout au long de la vie dans la coopération agricole ».

Article 59

Le 1^{er} et le 2^e tiret du 2^e alinéa du 1 sont remplacés par :

- « – d'une part, en 1 exemplaire, au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris, 27, rue Louis-Blanc, 75484 Paris Cedex 10 ;
- d'autre part, en 5 exemplaires, signés des parties, au service pluridépartemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne 18, avenue Carnot, 94234 Cachan. »

ANNEXE III

Article 1^{er}

Le dernier alinéa de l'article 1^{er} est supprimé.

Article 4

Le 3^e tiret du 1^{er} alinéa est remplacé par : « l'indication de l'échelon et du poste pour les cadres, techniques, administratifs et commerciaux et l'indication du poste pour les cadres de direction ».

Article 11

L'article 11 est remplacé par : « En matière de durée du travail, le personnel d'encadrement bénéficie des dispositions des articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 du code du travail. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 28 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)